MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2023-120** **16/02/2023**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 7

Objet : Appel à candidature : Mobilité fil de l'eau_Opérateurs (ASP-ODEADOM-INAO-FAM) : 07 postes

Plusieurs postes sont offerts à la « mobilité fil de l'eau_Opérateurs » ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de gestionnaire des procédures complexes
Date limite de candidature : 16/03/2023

Office de développement de l'économie agricole d'Outre-mer :

- 1 poste de superviseur.euse gestionnaire visa
Date limite de candidature : 28/02/2023

Institut national de l'origine et de la qualité :

- 1 poste de technicien.ne territorial.e
Date limite de candidature : 15/02/2023

FranceAgriMer :

- 1 poste de chargé.de mission certification et contrôles externe
Date limite de candidature : 10/03/2023

- 1 poste de gestionnaire instruction liquidation
Date limite de candidature : 10/03/2023

- 1 poste de chef.fe Unité CAAM
Date limite de candidature : 09/03/2023

- 1 poste de chef.fe Unité AEXP
Date limite de candidature : 10/03/2023

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé.e de mission certification et contrôles externes

Secrétariat général/ Service Juridique et coordination communautaire/ Unité Coordination et Expertise Communautaire et Contrôles externes

N° appel à candidature : 20485	**Catégorie :** A
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration**
Filière d'emploi : 20 - Affaires juridiques	
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :
- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Le Service Juridique et Coordination Communautaire exerce une mission générale de veille règlementaire, de sécurité juridique, de conseil, de coordination des contrôles externes et des suites qui leur sont données.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Au sein de ce service, l'unité Coordination et Expertise communautaire et Contrôles Externes (U_CECE) est composée de 2 pôles :
- Déclarations réglementaires et suivi des créances
- Règlementation, Certification des comptes et contrôles externes

Le pôle « Règlementation, Certification des comptes et contrôles externes » a pour fonctions d'assurer le suivi des travaux de certification des comptes de l'Etablissement effectués dans le cadre des dispositions du règlement (UE) n°1306/2013 qui s'imposent à un organisme payeur du FEAGA ; la coordination des contrôles externes (FEAGA, FEAMP et FEAD) ainsi que la veille règlementaire et jurisprudentielle.

Objectifs du poste

- Piloter les travaux annuels de coordination des travaux d'audit sur la certification des comptes de FranceAgriMer en sa qualité d'organisme payeurs (OP) du FEAGA
- Coordonner et suivre les audits européens et nationaux effectués dans le cadre du FEAGA

Missions et activités principales :

- Assurer la coordination des réponses aux tests et leur transmission à la Commission de Certification des Comptes des Organismes Payeurs (CCCOP)
- Piloter et superviser les tableaux de bord et statistiques en lien avec les travaux de certification des comptes établis par l'autre agent du pôle
- Préparer les missions des corps d'audit externes et assurer leur bon déroulement
- Organiser les réunions préparatoires, d'ouverture et de clôture des audits externes
- Rassembler la documentation pertinente en lien avec les autres services de FranceAgriMer
- Coordonner l'élaboration des réponses aux observations formulées dans le cadre des audits
- Participer aux réunions d'ouverture et de clôture des enquêtes ainsi qu'aux réunions organisées par la Commission européenne, l'Organe de conciliation ou la Cour des comptes européenne
- Renseigner les tableaux de suivi et de synthèse des enquêtes et assurer la mise à jour de l'intranet de l'unité
- Assurer la suppléance des deux agents du pôle en charge du suivi des Comités de gestion de la DG AGRI

Relations fonctionnelles du poste :

En interne : tous les services de l'Etablissement (Direction générale, Secrétariat général, Direction des Interventions, Agence comptable, Mission Audit interne, Service du Contrôle Interne…)

En externe : Commission européenne (DG AGRI), Cour des comptes de l'Union européenne, Cour des comptes française, Commission de certification des comptes des organismes payeurs (Ministère des Finances), MASA, Secrétariat général des Affaires européennes, MCFA, ASP, ODEADOM, ODARC.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Expérience en matière de pilotage de dossier et /ou de coordination et/ou de gestion des aides
- Connaissances de la réglementation européenne transverse et sectorielle en matière de Fonds agricole
- Capacité à expertiser et analyser des textes règlementaires

Savoir-faire / Maîtrise

- Autonomie, rigueur organisationnelle et réactivité
- Capacité d'initiative et d'adaptation
- Capacité à piloter
- Capacité à rendre compte des difficultés
- Respect des délais et échéances
- Sens des relations humaines et aisance dans la communication

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

• Notions en matière d'audit	• Maîtrise des logiciels bureautiques usuels

Diplôme – Expérience professionnelle

Master Droit, économie gestion, administration publique, affaires internationales et européennes, audit

Poste clé[1] :	Oui	Non ×
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ×
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ×

Personnes à contacter

Benjamin THYWISSEN, chef du service juridique et de coordination communautaire,
01.73.30.31.80
benjamin.thywissen@franceagrimer.fr
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10/03/2023

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE, ET DE LA FORET

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Gestionnaire instruction liquidation

N° appel à candidature : 23528	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des secrétaires administratifs ou techniciens supérieurs**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	**Localisation : DIJON (21)** **4 bis rue Hoche - BP 87865 - 21078 DIJON Cedex**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence pour les filières agricoles et de la pêche.
Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières
de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :
• met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et
européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
• assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques et techniques en contribuant par exemple à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

• organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques au travers des conseils spécialisés de filière.

A la DRAAF Bourgogne-Franche-Comté, le service régional FranceAgriMer intervient sur :
• la gestion des aides nationales et communautaires apportées aux filières végétales et animales ;
• la collecte des informations économiques et le suivi des marchés ;
• la certification des bois et plants de vigne ;
• la pesée, le classement et le marquage des viandes animales ;
• l'animation des filières céréalières et viticoles.

Le service regroupe une vingtaine d'agents, basés à Dijon et Besançon.

Objectifs du poste

Au sein de l'unité investissement du pôle Viticulture, le poste a pour objectif de :

* Vérifier la complétude des dossiers avant leur instruction.
* Instruction des dossiers de demande d'aide à l'investissement dans le secteur vitivinicole.
* Assurer la préparation des dossiers avant contrôle et la liquidation des demandes d'aide à l'investissement dans le secteur vitivinicole.
* Tâches administratives diverses du pôle.

Missions et activités principales :

Aide aux investissement dans le secteur viti-vinicole :

* Fournir les informations réglementaires aux demandeurs.
* Vérifier l'état complet des dossiers avant leur instruction.
* Instruction des dossiers de demande d'aide à l'investissement dans le secteur vitivinicole.
* Instruction des demandes de modification.
* Instruire les dossiers pour préparation des contrôles.
* Liquidation des demandes d'aide à l'investissement dans le secteur vitivinicole.
* Assurer le suivi des courriers et relations téléphoniques courantes.
* Archiver les dossiers.

Administration du service
- En alternance avec d'autres agents du service, assurer l'accueil téléphonique, réceptionner et diffuser le courrier, procéder à des tâches administratives diverses

Relations fonctionnelles du poste :

Services du siège FranceAgriMer : Direction des interventions
Autres administrations régionales : Douanes, Conseil Régional

Professionnels de la filière viticole

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Connaissance des process œnologiques et des équipements, Notion de comptabilité Connaissance des réglementations communautaires	Maitrise des outils bureautiques (traitement de texte, tableur, messagerie, recherche sur Internet), ainsi que des applications métiers INVOCM et GAP Capacité au travail en équipe

Diplôme – Expérience professionnelle

Expérience sur des fonctions similaires souhaitée
Pour les candidats contractuels baccalauréat validé minimum

Contraintes du poste :

Poste compatible avec du télétravail pour les activités n'entraînant pas de déplacement de dossiers de demande d'aide et après une période d'expérience

Poste clé[1] :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non x

Personnes à contacter

François CASTANIE, chef du service régional FranceAgriMer
francois.castanie@franceagrimer.fr – Tél : 03 39 59 41 36
Corinne MAITRE, cheffe de service adjointe et cheffe de pôle
Corinne.maitre@franceagrimer.fr _ tel : 03 80 59 41 40
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10/03/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef.fe de l'unité « Unité Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie »

Direction des Interventions / Service Marchés, Certificats et Qualité /
Unité Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie

N° appel à candidature : 23532	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 2	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 2 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 2 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant – prise de fonction dès que possible	**Localisation :** **12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle du ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutien techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée fin 2019.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

FranceAgriMer opère également pour le compte de la direction générale de la cohésion sociale (DGCS - Ministère des solidarités et de la santé) la gestion du Fonds européen d'aide au plus Démunis (FEAD). La mission de FranceAgriMer a été confirmée dans la cadre du FSE+, lequel englobe depuis 2022 l'ensemble des aides sociales de l'UE, pour toute la période de programmation (7 ans).

Dans le cadre de ses missions, l'unité « Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie » de la Direction des interventions de FranceAgriMer est chargée de l'achat et du transport, par l'intermédiaire de marchés publics, des denrées destinées aux associations caritatives qui en assurent la distribution auprès des bénéficiaires de l'aide alimentaire. Elle assure par ailleurs la délivrance, le suivi et l'apurement des certificats UE import/export, de CERTIVETO (support technique financement national), de CERTIPHYTO (support technique délivrance diplôme), des contingents de meunerie.

L'unité est composée de 4 pôles regroupant 23 agents, dont 13 affectés au dispositif « Aide Alimentaire » (pôles marchés denrées, logistique et qualité) et 8 affectés au pôle « Certificats et Meunerie ».

Objectifs du poste :

Le ou la titulaire du poste assure l'animation, l'organisation, la gestion, le pilotage et la coordination de l'unité, en adéquation avec les orientations définies par la direction générale, dans le respect du périmètre des missions du service.

Missions et activités principales :

- Encadrer les agents de l'unité et organiser l'équipe dans une logique de respect des objectifs assignés
- Coordonner et assurer le relationnel avec les partenaires internes et externes
- Piloter les systèmes d'information relatifs aux mesures gérées par l'unité
- Assurer le suivi de l'activité et organiser le suivi du contrôle interne pour les 4 pôles
- Coordonner la supervision des procédures de gestion mises en œuvre
- Coordonner la contribution des pôles aux contrôles et aux évaluations des dispositifs
- Rendre compte de l'activité
- Réaliser ou faire réaliser des expertises réglementaires et opérationnelles dans les différents secteurs d'activité de l'unité

Relations fonctionnelles du poste :

- Les gestionnaires et responsables de pôle de l'unité
- Les autres services de l'établissement (service marchés publics, service juridique, délégation des certificats de service fait et agence comptable notamment)
- Direction générale de la cohésion sociale (DGCS), directions générales du ministère en charge de l'agriculture (DGER, DGPE, DGAL), DGDDI
- Corps de contrôle interne et externe
- Associations caritatives, usagers et titulaires des marchés publics denrées et transport.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances :

• Procédures et réglementations spécifiques au champ de compétence de l'unité, en particulier en matière de marchés publics
• Environnement de travail tant administratif que professionnel
• Connaissance du cadre européen relatif aux « fonds structurels » appréciée
• Capacité à comprendre les problématiques des filières impliquées.

Dans le cadre du parcours d'intégration : un accompagnement par le biais de formation ou de tutorat sera proposé si besoin au candidat pour s'approprier le domaine d'intervention et sa réglementation.

Savoir-faire / Maîtrise :

• Technique de management
• Conduite de projet
• Mise en place d'indicateurs de suivi
• Technique de conduite d'entretien et de réunion
• Technique de communication orale et écrite
• Technique de négociation

Diplôme – Expérience professionnelle :

Minimum bac+ 5 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Missions pouvant impliquer des contraintes horaires liées à la gestion de crise qui implique une forte réactivité dans le travail.

Poste clé[1] :	Oui Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui ■ Non
Poste à privilèges[3] :	Oui Non ■

Personnes à contacter :

Christophe DASSIE – Chef du service Marchés, Certificats et Qualité
Tél : 01.73.30.24.30 – christophe.dassie@franceagrimer.fr

Sylvie LACARELLE – Adjointe au chef du service Marchés, Certificats et Qualité
Tel : 01.73.30.31.59 – sylvie.lacarelle@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE – Chargée de mission recrutement
Tél. : 01.73.30.22.35 – Mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail :

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 09/03/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un *curriculum vitae*,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) de l'Unité Appui aux exportateurs (UAEXP)

Mission des Affaires Européennes et Internationales

N° appel à candidature : 23533	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 2	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 2 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 2 si corps des attachés d'administration de l'Etat** **IPEF : G.3.2** **ISPV : G.2.2**
Filière d'emploi : 1 - Elaboration et pilotage des politiques publiques	
Poste vacant – prise de fonction dès que possible	**Localisation :** **12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle du ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutien techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;

- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée fin 2019.

Le poste est rattaché au chef de la Mission des affaires européennes et internationales (MAEI).

L'Unité est chargée de gérer l'appui aux exportateurs, en lien avec les directions générales compétentes sur les sujets d'accès au marché et plus particulièrement avec la DGAL.

L'Unité a pour mission de faciliter l'accès aux marchés internationaux représentant des enjeux prioritaires pour les filières exportatrices du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Interface entre les filières exportatrices, les directions du ministère en charge de l'agriculture (DGAL & DGPE), la direction générale du trésor (DG Trésor) et le ministère en charge des affaires étrangères (MAEE), l'unité gère les comités Export SPS qui ont pour vocation de fixer la feuille de route des priorités sanitaires et phytosanitaires (SPS) à l'exportation (couples pays/produits) de manière concertée entre les pouvoirs publics et les professionnels. L'Unité apporte à ce titre un appui à la DGAL à différentes phases des négociations sanitaires et phytosanitaires avec les pays tiers.

L'Unité participe à la définition des priorités d'actions de la Commission agricole et agro-alimentaire internationale animée de FranceAgriMer, qui s'inscrivent en déclinaison de la stratégie Europe et internationale du ministère en charge de l'agriculture.

Objectifs du poste :

- Piloter une équipe de 10 agents (8 chargés de mission de catégorie A ou A+) et deux gestionnaires de catégorie B.
- Assurer la mise en place d'un pôle « agrément et assistance aux opérateurs ». avec recrutement d'un chef de pôle.
- Assurer une vision transversale de l'activité de priorisation des demandes d'ouverture de marché formulées par les professionnels et faire le lien quotidien avec la DGAL. Analyser et proposer des améliorations au dispositif.
- Dans une approche collective avec les autres personnels encadrants de la MAEI, proposer, coordonner et suivre les actions d'appui aux exportateurs des professionnels ou impulsées par l'unité, qui visent à faciliter l'accès des produits agricoles, agroalimentaires et de la pêche français aux marchés internationaux.

Missions et activités principales :

- Assure le lien avec les administrations concernées, notamment la DGAL, la DGPE, la DG Trésor, le MAEE et le réseau de l'international du MASA ;
- Assure le contact avec les représentants professionnels des différents secteurs et l'information de ceux-ci, en lien avec les délégués filières respectifs ;
- Supervise l'organisation des Comités export SPS qui permettent de faire le point sur les négociations en cours et de prioriser les couples pays / produits à inscrire au programme des négociations d'accès aux marchés internationaux ;
- Assure le rôle d'appui, tant aux organisations professionnelles représentant les exportateurs que des directions générales et en particulier la DGAL, sur les demandes à prioriser de maintien et d'ouverture de marchés d'exportation. La prise en compte des critères économiques et de la dynamique des filières sera un élément spécifique du rôle apporté aux professionnels et à la DGAL ;

- Supervise la gestion des listes d'établissements agréés à l'exportation, en coordination avec la DGAL. Une analyse du dispositif et des propositions d'évolution pour améliorer le service rendu et l'efficience sont attendues ;
- Assure la co-maîtrise d'ouvrage (MOA) du programme Expadon 2, sous l'autorité du Chef de la MAEI et en lien avec la DGAL (BEPT) ;
- Participe à ce titre au développement du programme Expadon 2 et en particulier du fonctionnement en routine du module Agrément. Organise les travaux sur ce programme au sein de son équipe en lien avec la direction de programme déléguée ;
- Développe la connaissance des marchés extérieurs (besoins d'importation, habitudes de consommation, enjeux …) en lien avec l'unité CIPAC de la MAEI

Relations fonctionnelles du poste :

Directions générales compétentes sur les sujets d'accès au marché et plus particulièrement avec la DGAL (BEPT). Les interactions sont également fortes avec les autres services de FranceAgriMer et les établissements publics chargés du développement des exportations, notamment Business France.

Au sein de la MAEI l'unité interagit quotidiennement avec les autres unités en particulier celle chargée du support aux opérations d'exportation, notamment en matière d'accueil des missions d'audit étrangères en France, et des formations aux professionnels ; ainsi qu'avec celle chargée de l'animation de la commission internationale de FranceAgriMer et des actions de coopération internationale.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances :

- connaissances approfondies en matière de productions agricoles et agroalimentaires ;
- maîtrise de la réglementation sanitaire des établissements de production et de transformation agroalimentaires et des négociations SPS ;
- connaissance de l'environnement économique et des enjeux à l'exportation du secteur agro-alimentaire ;
- pratique de l'anglais.

Dans le cadre du parcours d'intégration : un accompagnement par le biais de formation ou de tutorat sera proposé si besoin au candidat pour s'approprier le domaine d'intervention et sa réglementation.

Savoir-faire / Maîtrise :

- management d'équipe ;
- capacités relationnelles et goût pour les contacts ;
- travail en autonomie ;
- capacités d'analyse et de synthèse ;
- être force de propositions ;
- coordination d'actions avec celles d'autres acteurs publics ou privés;
- rigueur, précision et technicité ;
- réactivité.

Diplôme – Expérience professionnelle :

Diplôme de niveau Bac + 5
Expérience appréciée en matière de pilotage de projets, d'audit sanitaire, d'appui à des négociations sanitaires, de coordination.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Contraintes du poste :

Déplacements occasionnels en France ou à l'étranger

Poste clé[1] :	Oui ■ Non
Poste à caractère sensible[2] :	Oui ■ Non
Poste à privilèges[3] :	Oui Non ■

Personnes à contacter :

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr - Tél : 01.73.30.22.35

Julien BARRE, chef de la MAEI
Julien.barre@franceagrimer.fr

Régis Raffin, adjoint au chef de la MAEI
Regis.raffin@franceagrimer.fr

Conditions de travail :

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10/03/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un *curriculum vitae*,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ODEADOM

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer (ODEADOM)
12,rue Henri ROL-TANGUY – 93555 MONTREUIL CEDEX
(métro : L1 St Mandé , L9 Robespierre, RER A - Vincennes)

Agence comptable
Service Visa des interventions
Unité visa des aides à l'outre-mer, à la promotion et autres interventions nationales et européennes

Superviseur Gestionnaire Visa

Poste catégorie B	
Cotation parcours professionnel **postes catégorie A : Sans objet**	**RIFSEEP :** **Secrétaire administratif : groupe 1**
Poste vacant **Date limite de candidature : 28 février 2023**	
Présentation de l'environnement professionnel	Un groupement comptable a été créé au 1er mai 2020 entre les agences comptables de FranceAgriMer, l'ODEADOM, l'INAO et l'Agence Bio. Il compte une soixantaine d'agents des différents des établissements. Le service Visa des interventions regroupe les agents et les activités relatives aux aides nationales et aux aides européennes de FranceAgriMer, de l'ODEADOM et de l'Agence Bio. L'équipe d'une trentaine de personnes est répartie en 4 unités, placées sous la responsabilité de chefs d'unité, et une mission. L'une des unités (7 agents) est située au sein de la délégation nationale de Libourne (Gironde). Il est chargé : - du visa, c'est-à-dire la réalisation des contrôles relevant du comptable public (ordres de payer et ordres de recouvrer) des mesures d'intervention ; - de la gestion des cautions bancaires présentées par les entreprises bénéficiaires des dispositifs d'aide; - des relations avec les différents corps de contrôle interne à FranceAgriMer ou à l'ODEADOM et externe, notamment la Commission de certification des comptes des organismes payeurs (C3OP). Le groupement comptable est également chef des services financiers de l'ODEADOM. Le poste de gestionnaire visa est ouvert pour l'unité chargé du visa des aides de l'ODEADOM. L'unité Visa des aides à l'outre-mer, à la promotion et autres interventions nationales et européennes est composée de 8 agents. Elle a la responsabilité, notamment, des mesures relatives aux territoires ultra-marins, à la promotion vitivinicole, à la promotion des produits agricoles, à l'aide aux plus démunis, aux fruits et légumes et au lait à l'école, à la génétique animale et végétale. Elle peut être amenée à traiter des aides de crise. Le chef d'unité Visa des aides à l'outre-mer, à la promotion et autres interventions nationales et européennes est assisté d'un adjoint.
Objectifs du poste	• Mettre en œuvre des dispositifs de visa (dépenses, recettes avec ou sans irrégularité) en garantissant la qualité comptable et financière des aides et la qualité de service de l'agence comptable et de l'établissement particulièrement pour les mesures à destination des territoires ultra-marins. Il participe également au visa d'autres mesures dont l'Unité à la responsabilité, notamment l'aide pour les plus démunis. • Superviser les dossiers des mesures dans le portefeuille de l'agent. • Assister le chef d'Unité et son adjoint lors des audits tant internes qu'externes ; notamment à la préparation de la mise à disposition des dossiers. • Assurer l'archivage des dossiers.

<table>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Sous l’autorité du chef d’unité :
Visa des données juridiques des bénéficiaires et des RIB pour les mesures en portefeuille
Visa des paramètres de gestion
Visa des dossiers de paiement et prise en charge des mandats.
Visa des dossiers de reversement et prise en charge des titres de recette.
Le cas échéant, supervision des dossiers de paiements et de recette avant mise au paiement.
Archivage des dossiers et préparation de ces derniers pour les corps de contrôle
Le cas échéant, visa des cautions (entrées/sorties), contrôle des inventaires
Le cas échéant, recette de l’outil informatique</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">• Services ordonnateur (ODEADOM et FranceAgriMer)
• Autres services du Groupement comptable
• Service des contrôles et suivi des audits</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance des principes de la comptabilité publique
- Connaissance de la règlementation européenne et nationale des dispositifs d’aide agricole
- Connaissance des outils bureautiques</td><td>- Sens de l’organisation
- Capacité d’analyse
- Sérieux, rigueur et méthode
- Aptitude à travailler en équipe
- Capacité à rendre compte et à relayer les informations
- Adaptation à différentes applications métiers</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les candidatures, CV et lettre de motivation, doivent être adressées au secrétaire général de l’ODEADOM : Monsieur David BATISTA - Tél : 01.41.63.19.78
Courriel : david.batista@adeadom.fr

Informations sur le poste :
Monsieur Jérôme MELANIE, Chef du service Visa des interventions
Tél : 01 73 30 20 38 - Courriel : jerome.melanie@franceagrimer.fr
Madame Marlène BONNISSENT, Cheffe d’unité "Visa des aides à l’outre-mer, à la promotion et autres interventions nationales et européennes"- Tél : 01 73 30 20 21
Courriel : marlene.bonnissent@franceagrimer.fr</td></tr>
</table>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

INSTITUT NATIONAL DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITÉ

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)
Délégation territoriale Ouest
6 rue Fresnel
14000 CAEN

Technicien.ne territorial.e

N° du poste : **Catégorie : B (fonctionnaire ou statut unifié)**	
Technicien(ne) spécialité techniques et économie agricoles	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) :	**Groupes RIFSEEP: 2**
Poste vacant **Date limite de candidature : 15 mars 2023**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Institut National de l'origine et de la qualité (INAO), établissement public à caractère administratif, sous tutelle du Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA) est en charge de la mise en œuvre de la politique française relative aux produits agricoles et agroalimentaires sous Signes officiels d'Identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO). A ce titre, il accompagne les professionnels des produits sous SIQO dans leur objectif de résilience à travers la reconnaissance, le suivi, l'adaptation des cahiers des charges, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG), la promotion de leurs concepts, ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions. L'INAO est chargé de gérer le dispositif de contrôles européen et national des cahiers des charges des produits sous signe d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO). La délégation territoriale (DT) Ouest intervient sur environ 140 produits sous SIQO (filières cidres, poirés et boissons spiritueuses cidricoles, rhums, produits de la mer et de l'aquaculture, produits laitiers et agro-alimentaires) localisés dans les régions Bretagne et Normandie, ainsi que sur la filière agriculture biologique de ces territoires. Les productions sous signes de qualité des territoires ultra-marins de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane sont également suivies depuis le site de Caen. La délégation territoriale est composée de 2 sites : Caen et Nantes, soit une douzaine d'agents.
Objectifs du poste	Participer à la réalisation des missions de l'INAO sur des projets dont la délégation a la responsabilité, en apportant un appui technique pour les travaux relatifs aux conditions de production, à la délimitation et aux contrôles.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Sous l'autorité de la déléguée territoriale, et en lien avec les ingénieurs de la délégation, l'agent : - en tant que référent Agriculture Biologique, assure, en lien avec le pôle national, le suivi de la règlementation en matière d'agriculture biologique et des travaux du comité national agriculture biologique ; - contribue au suivi des organismes de défense et de gestion (ODG) et à la protection des SIQO, et assure les relations courantes avec les professionnels et les organismes de contrôles (participation aux AG statutaires et aux réunions avec les ODG et organismes de contrôle) ; - participe aux travaux menés par les équipes projets en charge de l'instruction des demandes de reconnaissance ou de modification du cahier des charges des produits sous SIQO ; - participe à l'instruction des demandes d'approbation des plans de contrôle et leurs modifications ; - instruit les demandes de dérogations en agriculture biologique en collaboration avec l'équipe d'instructeurs de la DT ; - participe aux actions d'information et de promotion sur les SIQO auprès des partenaires institutionnels de l'INAO et les établissements de formation ;

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- pourra, après une période d'activité, assurer l'évaluation technique des organismes de contrôle agréés par l'INAO en charge du contrôle des SIQO.

Le poste est orienté principalement sur l'agriculture biologique et sur les activités en lien avec la filière des produits de la mer et de l'aquaculture.

La répartition des thématiques suivies est susceptible d'évoluer en fonction des besoins au sein de l'équipe.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Agents de la délégation territoriale (notamment les ingénieurs territoriaux assurant l'animation d'équipes projets) et services nationaux de l'INAO, administrations régionales et départementales, organisations professionnelles des filières.

Déplacements réguliers sur la délégation territoriale (principalement sur la Normandie et ponctuellement en Bretagne) et ponctuels sur le territoire national dans le cadre de la mission d'évaluation technique des organismes de contrôle.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissances techniques en production agricole et agroalimentaire ; la connaissance des filières produits de la mer et aquaculture serait un plus
- Connaissances de la réglementation et des concepts SIQO ; une connaissance de la règlementation en agriculture biologique serait un plus
- Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel
- Maitrise des principaux outils bureautiques
Un parcours adapté de formation « prise de poste » est proposé à l'agent à son arrivée</td><td>- Capacités d'analyse et d'expertise technique
- Qualités relationnelles, sens de la communication et du contact avec les professionnels
- Travail en équipe et en réseau
- Goût pour le travail de terrain
- Autonomie
- Aisance à l'écrit (notes, compte-rendu, courriers) et à l'oral
- Conduite d'audit (serait un plus)</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées à la Secrétaire Générale de l'INAO : Madame Patricia CARISTAN
Tél. 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr

Informations sur le poste : Madame Laurence GUILLARD, déléguée territoriale Ouest – Tel. 02.40.35.82.34 - Courriel : l.guillard@inao.gouv.fr</td></tr>
</table>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ASP Agence de Services et de Paiement

Gestionnaire de procédures complexes (H/F)

Poste n° M06018

Localisation : Agence comptable – site de Montreuil

Statut : Fonctionnaire

Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro : Sans objet

Niveau d'études : Catégorie B

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIF

Assurer le paiement des aides communautaires relevant de la Politique Agricole Commune (PAC) dans le respect des calendriers de paiement et des dispositions réglementaires.

Mettre en œuvre le plan de contrôle de l'Agent comptable dans le cadre des dispositions prévues par les règles de la comptabilité publique et du contrôle interne comptable et financier.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif dédié à la mise en place et au paiement de politiques publiques au service d'une société plus durable et plus solidaire.

L'ASP est également organisme payeur des aides agricoles de la PAC.

L'Agence comptable de l'ASP, direction composée de 112 agents répartis sur Limoges et Montreuil, assure :
- le paiement de dépenses d'intervention dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques,
- le recouvrement des versements indus sur dépenses d'intervention,
- le paiement et le recouvrement du budget de fonctionnement et d'investissement de l'établissement,
- l'élaboration du compte financier annuel qui est soumis au Conseil d'Administration, aux ministères de tutelle et transmis à la Cour des comptes.

Vous rejoindrez le service Intervention dépenses basé à Montreuil en charge du contrôle et du paiement des aides directes de la PAC.

Le site de Montreuil est à très grande proximité de Paris – accessible par métro - ligne 1 - station Saint-Mandé.



MISSIONS

Procéder avant chaque mise en paiement au contrôle de l'exactitude des calculs de liquidation.

Contrôler et viser les bordereaux d'ordonnancement.

Participer au plan de contrôle hiérarchisé de la dépense de l'Agent comptable.

Participer à la régularisation des rejets bancaires et des opérations en compte d'attente.

Participer au contrôle et à la gestion des cessions et oppositions notifiées à l'Agent comptable : réception, analyse juridique, enregistrement, relance des opposants, …

Mettre à jour les tableaux de bord et les indicateurs de suivi des activités du service, notamment dans le cadre du plan de contrôle.

Assurer l'archivage.



CHAMP RELATIONNEL

En interne : la cheffe de service et son adjointe, les chargées d'action, les autres agents du service, le fondé de pouvoir

En externe : les bénéficiaires d'aides, les mandataires, les opposants, les services gestionnaires au sein de la Direction des soutiens directs agricoles, les services instructeurs au sein des directions départementales des territoires.

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

Connaissance des dispositifs juridiques et réglementaires de la PAC

Connaissance des règles relatives aux procédures civiles d'exécution et notions de droit civil en matière de contentieux du paiement

Connaissance des outils de gestion de gestion de la PAC

Maîtrise des outils bureautiques



SAVOIR FAIRE

Organisation, rigueur et méthode

Aptitude s relationnelles

Autonomie et esprit d'initiative

Sens du service public

Capacité à rendre compte



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Patrick PUIVIF - Fondé de pouvoir de l'Agent Comptable - patrick.puivif@asp-public.fr
Béatrice ROE – Cheffe du service Intervention Dépenses – beatrice.roe@asp-public.fr
Sylvie FILIPE DA SILVA - Chargée de mission RH à l'agence comptable – sylvie.filipedasilva@asp-public.fr
Céline GADY-FEYSSAT- Conseillère recrutement, mobilité formation - mobilite@asp-public.fr